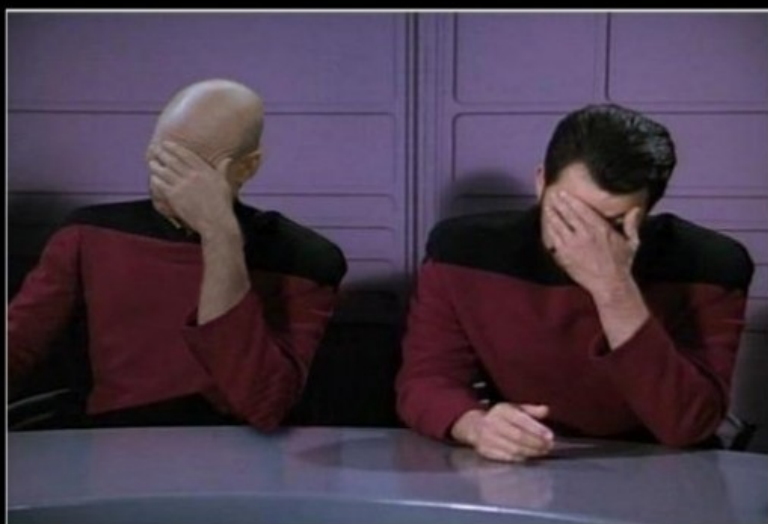


GOOGLE SE PAIE LA PRESSE

LE 18 OCTOBRE 2012 ANDRÉA FRADIN

C'est la guerre ! Face au projet de loi de certains éditeurs de presse qui souhaitent faire payer Google dès qu'il référence leur contenu, le géant américain se rebiffe. Et menace tout simplement de ne plus les faire apparaître dans ses pages. Alerte ! Ils vont casser Internet !



DOUBLE FACEPALM

When the Fail is so strong, one Facepalm is not enough.

Mise à jour (19h)

Forcément, après la salve de Google, la réplique ne s'est pas faite attendre. Laurent Joffrin **a immédiatement dégainé un édito** sur le site du *Nouvel Obs* pour dénoncer la "censure" que menace d'appliquer le géant du web sur la presse française. Et de conclure, vibrant, sur : *"il appartient maintenant au gouvernement et aux élus français de dire si la confection des lois reste l'apanage de la République ou bien si elle est abandonnée au pouvoir de fait d'une féodalité multinationale."*

Même agacement du côté de la ministre de la Culture, qui aurait déclaré à l'AFP : *"Ce n'est pas avec des menaces qu'on traite avec un gouvernement"* .

De son côté, Google diffuse ce même message auprès des rédactions : *"nous pensons qu'une loi telle que celles proposées en France et en Allemagne serait très dommageable pour Internet. Ce n'est pas un secret, cela fait maintenant trois ans que nous le disons publiquement"*.

Au-delà des diatribes, reste le fond du problème : comment obliger Google à ne pas déréférencer la presse ?

La presse en guerre contre Google. Et vice-versa. Au cœur : la "Lex Google". Le projet de loi vise à faire payer la firme américaine pour l'indexation des articles de presse français dans son moteur de recherche. La confrontation s'annonce plus sanglante que jamais.

Tout désindexer

L'affaire a été relancée hier : à l'Assemblée nationale, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti s'est déclarée favorable à l'idée de créer un "droit voisin pour les éditeurs de presse" :

“

Parmi les outils qu'il me semble important de pouvoir développer, je pense qu'il y a cette idée de créer un droit voisin pour les éditeurs de presse – ce que l'on a appelé un peu facilement la « Lex Google » – qui me semble extrêmement pertinente.

”

Suite à la réaffirmation de son intérêt pour la “Lex Google”, *Owni* a cherché à savoir où en était vraiment le gouvernement. Et Google.

Résultat : chacun campe sur ses positions. Selon nos informations, l'Exécutif serait bien conscient de la complexité de ce mécanisme, et des problèmes qu'il serait susceptible de soulever. Mais serait prêt à tenter sa chance malgré tout, même si une étude de faisabilité est toujours en cours.

Du côté de Google, on se dit prêt à entrer en campagne. En menaçant, précisément, de désindexer les sites de presse en ligne qui voudraient lui imposer ce dispositif. Estimant qu'il va à l'encontre de la nature du moteur de recherche du géant américain. Et qu'il n'appartient qu'à la presse française d'assumer ses choix, en récupérant le trafic perdu chez Google du côté d'autres services populaires sur le web : Facebook ou Twitter. Sans compter qu'a priori, rien ne peut forcer la boîte américaine à signaler ou non un site Internet. Les moyens pour faire plier Google sont donc limités.

Des informations que semble confirmer **l'audition des équipes du géant américain, le 10 octobre dernier, auprès de la mission Lescure** (vidéo). L'un des lobbyistes de la boîte, Francis Donnat, se voulait alors très clair (74e minute) :

“

Interdire le référencement non rémunéré est inutile et inopportun. [...] Cela va directement à l'encontre du modèle de l'Internet basé sur les liens hypertextes. C'est la remise en cause de l'existence même des moteurs de recherche si on doit payer à chaque fois qu'on référence. [...] Les contenus en langue française seront les seuls pénalisés, car sur la toile, ne pas être référencé c'est tout simplement sortir du radar. La presse française y perdrait.

”

Sans compter que Google aurait mis bien ses menaces à exécution. Hasard du calendrier, l'AFP a affirmé dans l'après-midi avoir consulté une “lettre” adressée à différents ministères, dans laquelle Google expose clairement son intention de désindexer les sites de presse français en cas de mise en place du dispositif. Lettre qui ressemblerait plus à une note, transmise début octobre, et qui reprend les grandes lignes exposées lors de l'audition de Google à la mission Lescure. Signe qu'il ne s'agit pas seulement de paroles en l'air.

Aberration

Il faut dire que le projet des éditeurs de presse a tout pour étonner quiconque se balade un peu sur Internet.

Concrètement, il consiste à étendre le Code de la propriété intellectuelle aux articles de presse publiés en ligne. **Telerama**, qui a publié fin septembre le contenu du projet de loi, explique que cette extension du droit d'auteur s'accompagne aussi de la volonté de sanctionner “le simple fait de faire des liens hypertextes” vers les articles en cas de non rémunération.



Le document est porté par la toute jeune association "de la presse d'information politique et générale" (IPG). A sa tête, on retrouve Nathalie Collin, la coprésidente du directoire du *Nouvel Observateur* et collaboratrice de longue date (déjà à *Libération*) d'un certain... Laurent Joffrin, dont on connaît l'amour qu'il porte au Net.

Le texte a d'abord fait l'objet d'une certaine prudence de la part de la Culture. "En l'état, ça ne va pas être possible", confiait alors la rue de Valois à *Telemama*. De même, lors de l'installation de la mission Lescuré, Aurélie Filippetti se montrait moins catégorique sur la question :

LE NOUVEL OBSERVATEUR DE TES MAILS

Dans son dernier éditorial pour *Le Nouvel Observateur*, Laurent Joffrin déplore que l'État ne puisse pas vérifier ...



Il faut analyser cette proposition de créer des droits voisins pour la presse. Mais aussi être vigilants pour que les sites français ne soient pas déréférencés.



La perspective d'un tel dispositif avait fait hurler jusque dans les rangs des gratte-papiers. Particulièrement ceux rompus à la pratique du Net, qui dénoncent dans ce projet une incompréhension profonde du réseau et de ces mécanismes.

"Cette loi, c'est une idée un peu délirante" avait notamment confié Johan Hufnagel, rédacteur en chef de Slate.fr, un site membre du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil), à *Libération*. Et de poursuivre :



On en arrive à une aberration totale : les sites dépensent des fortunes pour être mieux référencés que le voisin sur Google, et ils voudraient que Google leur reverse de l'argent ? C'est une rhétorique qui n'a aucun sens. Ou alors, c'est une simple opération de lobbying.



Presse contre Google, Google contre presse : ce qui est sûr, c'est que chacun saura trouver le temps pour aller plaider sa cause du côté des ministères. On ne souhaite qu'une chose : qu'ils ne cassent pas notre Internet.

PHILIPPE JADIN

le 18 octobre 2012 - 19:05 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

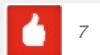


Nous avons eu la même chose en Belgique. Les journaux francophones ont été désindexés pendant 2 jours. Ils ont rapidement trouvé un accord après cet événement...

<http://www.philippejadin.be/google-supprime-les-sites-des-journaux-francophones-belges-de-ses-r%C3%A9sultats>

<http://www.rue89.com/presse-sans-presses/2011/07/16/pour-google-la-presse-belge-francophone-nexiste-plus-214478>

VOUS AIMEZ



7

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DARKLINUX

le 18 octobre 2012 - 19:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Si Google balance la grenade dans la taupinière, bien fait pour la presse française qui vie au 19 eme ...ils se prennent le 38 tonnes de la modernité dans leurs

gueules

VOUS AIMEZ



10

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DOMI

le 18 octobre 2012 - 23:09 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



ce projet de loi est :

Soit un non sens absolu, comme l'explique Johan Hufnagel

Soit une première tentative des grands de ce monde (les vrais, pas de leurs marionnettes politiques) pour éradiquer le net, qui va à l'encontre des intérêts financiers des plus riches. N'oublions pas que la presse est en France aux mains des marchands d'armes et autres gros industriels. Il est pour eux hors de question de partager l'information avec des trublions. Prenons le cas de Joffrin qui déteste autant internet que Google. Il est au service du groupe industriel Perdriel et invité sur toutes les chaînes de radio et télévision publiques. Le web étant pour lui Satan, il faut le diaboliser à tout prix. Et, ce n'est que pure spéculation de ma part, mais c'est tellement logique, vu l'état d'esprit de la bête, il n'a que faire des taxes sur les moteurs de recherches. Le but est ailleurs : Si cette loi qui devraient faire payer le prestataire au client (vous admettez qu'en principe c'est l'inverse), Google n'ayant pas envie de payer pour faire son métier va bien entendu, ça ne peut pas se passer autrement, déréférencer les sites de média français. Ce jour là, Joffrin pourra crier encore plus fort que Google est un moteur qui ne conduit que vers des sites "pas sérieux" puisque les vrais (ceux issus de la presse soumise au capital) sont boycottés (et il ajoutera sans vergogne : " au nom du profit".)

VOUS AIMEZ



10

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MARCO

le 19 octobre 2012 - 0:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Ca reste tout de même hautement compliqué de s'imaginer qu'une telle loi pourrai passer. Avec tout les effets de bord que cela implique : sur quoi se base -t-on pour définir qu'un site est un éditeur de presse ? suffirait-t-il a chaque entreprise de recruter un journaliste ?
Bref, assez sur réaliste tout cela ...*

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JEAN-LUK

le 19 octobre 2012 - 9:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Chiche ! Cela permettra de retrouver les articles de la presse francophone non française, comme au début du web...

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

WIL

le 19 octobre 2012 - 10:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ca nous montre encore l'incompétence de ces personnes, je propose qu'on fasse payer à la presse un droit d'entrée aux réseaux sociaux. Facebook et Twitter ce sera assez marrant :)

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LX

le 19 octobre 2012 - 11:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Google à déjà été confronté à ce type de velléités : en Belgique.

Dès le déréférencement, la fréquentation des sites de presses belges s'est effondré et il se sont bien vite rétracté.

On ne mord pas la main qui nous nourrir sans en subir les conséquences...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DARKLINUX

le 19 octobre 2012 - 12:29 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ce qui est normal

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CORRECTOR

le 20 octobre 2012 - 9:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

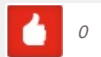


On peut prétendre que la réalité n'est qu'une "convention sociale" (c'est la thèse des "social studies", une fumisterie inventée par des ricains mais dont les racines en France chez les bobo socio-gauche-tiermondo-marxo-sartro-coco...).

Ceux qui le croit réellement peuvent tester la théorie en sautant par la fenêtre.

Gare à l'atterrissage.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

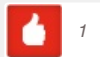
ROPIB

le 19 octobre 2012 - 13:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il faudrait réussir à se mobiliser d'une manière ou d'une autre pour exiger que les entreprises commerciales qui ne se gênent pas à produire de la bouse sous prétexte de cible marketing fassent des bénéfices au lieu de faire du lobbying. Accessoirement l'état devrait exiger le remboursement des subventions déjà touchées.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

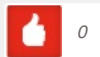
VALENTIN, DE EDT DISCOUNT

le 19 octobre 2012 - 14:03 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le gouvernement français n'ont aucun moyen de faire pressions sur les entreprises française, alors encore moins avec Google qui est l'un des géant de ce monde.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DARKLINUX

le 19 octobre 2012 - 16:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Alors que l' inverse est vrai , ironique , le pouvoir est dans des datacenters et plus dans les ministères , " welcome in the real world "

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

VIF ARGENT

le 19 octobre 2012 - 14:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La presse française meurt à petit feu :

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF13302

Un malade en phase terminale qui ne pourrait vivre sans l'acharnement thérapeutique payé par nos impôts :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Aides_%C3%A0_la_presse_en_France#Total_des_aides_aux_m.C3.A9dias_et_.C3.A0_la
<http://owni.fr/2010/08/09/subventions-a-la-presse-lheure-des-fuites/>

Le vrai problème est que la dématérialisation de l'information entraîne de profonds bouleversements des modèles économiques. Or, en France, plutôt que de s'adapter aux évolutions des technologies et des modes de consommation de l'information, les patrons de presse ont préféré se tourner vers les pouvoirs publics.

La presse est donc devenue progressivement un lobby grassement subventionné.

En effet, grâce à différents mécanismes (subventions directes, subvention des tarifs postaux, taux réduit de TVA, allègement des charges sociales, niches fiscales...), les organes de presse, à commencer par les quotidiens, reçoivent plusieurs centaines de millions d'euros de subventions.

Sans même compter les niches sociales et fiscales, la presse reçoit 1 milliard d'euros par an, c'est même le double en comptant la niche de TVA réduite.

Au bilan, c'est 20 % de son chiffre d'affaires, c'est un record mondial !

Las ! Ils en veulent encore plus, et se tournent donc encore une fois vers l'Etat. Et Google fait un bouc émissaire parfait ! Dans le discours politique, ce géant est au monde de l'entreprise ce que le riche est aux Français ! Une oie à plumer !

D'où un accueil intéressé du ministre de la Culture Aurélie Filippetti, qui voit d'un bon œil (comme d'autres) la remise au goût du jour d'une taxe Google.

<http://www.observatoiredessubventions.com/2012/subventions-a-la-presse/>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

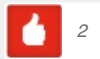
NICOLAS

le 19 octobre 2012 - 17:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Qu'est-ce les commerçants attendent pour attaquer les Pages Jaunes ? Celles-ci n'existeraient pas sans eux.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DAMER

le 20 octobre 2012 - 8:43 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Google vous gêne? Apprenez à faire sans lui. Utilisez les méta- moteurs de recherche: DuckduckGo, ixquick, scroogle...

Google n'a dans son jeux qu' un coup de bluff que sa position dominante, que vous lui avez donné, lui permet!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CORRECTOR

le 20 octobre 2012 - 9:31 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Du bluff?

N'importe quoi!

Vous vous mettez le doigt dans l'œil.

Google peut se passer de la presse française officiel. Il y a de nombreux sites avec des "actualités" qui se feront un plaisir de certifier qu'ils ne sont pas sites de presse et donc pas taxables afin d'apparaître sur Google.

Le déréférencement n'est pas un bluff, c'est une menace grave mais crédible.

C'est ce projet de loi grotesque qui est un bluff.

De toute façon cette taxe ne serait pas constitutionnelle.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DAMER

le 20 octobre 2012 - 8:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Internet n'est pas le web, le web n'est pas Google, ça n'est qu'un outils. C'est un débat très étrange. Si vous n'allez plus dans les petits commerces mais uniquement dans les hyper puis qu'il n'y a plus qu'un hyper, ne vous étonnez pas ensuite... Mais là, il y a pléthores de solutions, tant en moteur de recherche qu'en référencement. Un géant au talon d'argile.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JEAN-LUK

le 20 octobre 2012 - 9:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



À une nuance près DAMER, Google produit des outils fichtrement efficaces, Apple vient de le constater à ses dépens ! Il n'y a pas que GoogleMaps, il y a aussi Translate, Reader (je n'ai rien trouvé d'aussi efficace), Agenda, Doc, etc. Si Google n'avait pas été là, le web serait totalement différent. Il a bouleversé la recherche ; avant, c'était AltaVista... D'autres ont suivi et tentent d'imiter, mais n'y arrivent pas toujours.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CORRECTOR

le 20 octobre 2012 - 9:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Internet n'est pas le web, le web n'est pas Google, ça n'est qu'un outils."

Commentaire complètement à coté de la plaque, désolé de vous le dire.

Il ne s'agit pas de Google.

Il s'agit de liberté fondamentale, et du gouvernement qui veut les supprimer.

Hollande est déjà pire que Sarko.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CORRECTOR

le 20 octobre 2012 - 9:24 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Au secours, ils ont perdu la boule...

Sarko ne comprenait rien au net, avec les socialos c'est encore pire!!!!

Laurent Joffrin est égal à lui même : un profiteur, vivant au dépend de la société. Une sangsue qu'il faut enlever.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

YLIANESTEVEZ

le 20 octobre 2012 - 10:53 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La preuve même d'une fracture numérique entre la nouvelle génération et les pseudos révolutionnaires de 68. Si la presse ne veut plus figurer sur un Internet libre et gratuit, qu'elle dégage ! Qu'elle laisse la place à des journaux en ligne, modernes, réactifs, et qui comprennent le monde dans lequel ils vivent ! Cette presse là est en train de mourir parce que, comme les dinosaures, elle ne peut pas s'adapter. Il faut

qu'enfin les ministres, les élus, les entrepreneurs et les médias comprennent qu'on ne pourra imposer des lois à Internet seulement le jour où la terre sera gérée par un gouvernement mondial, ce qui n'est pas prêt d'arriver (à moins que le fédéral bank of America y parvienne, sait-on jamais). Quant aux droits d'auteurs, ils ont déjà tant de mal à exister sur le net, leur trouver de nouvelles applications est rétrograde, et très décevant de la part d'une ministre qu'on pensait progressiste. La réalité ? Si la presse française reste montée sur ses ergots d'égo, Google la désindexera, et Le nouvel obs continuera à demeurer sur le Net. Mais les seuls liens qui y mèneront seront ceux des magnets des fichiers torrent. Belle avancée pour le droit d'auteur, voisin, très voisin, de la bêtise.

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

Google – Presse française (French Press) | Un GweiLo à Hong Kong le 20 octobre 2012 - 19:14

```
[...] http://owni.fr/2012/10/18/google-se-paie-la-presse/
yahooBuzzArticleHeadline="Google – Presse française (French
Press)";yahooBuzzArticleId="http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-
french-press/";url_site="http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-
press/";submit_url="http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-
press/";url_site="http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-press/";
submit_url="http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-press/";
jQuery(document).ready(function($) {
window.setTimeout('loadReddit_547()',1000);window.setTimeout('loadGBuzz_547()',1000);window.setTimeout('loadT
');function loadReddit_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-reddit-
547').remove();$(''.DD_REDDIT_AJAX_547').attr('width','51');$(''.DD_REDDIT_AJAX_547').attr('height','69');$(''.DD_F
width=51&url=http%3A%2F%2Fnicoco.la-provence.asia%2Fgoogle-presse-francaise-
french-press%2F&title=Google%20-
%20Presse%20fran%C3%A7aise%20%28French%20Press%29&newwindow=1');});}
function loadGBuzz_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-gbuzz-
547').remove();$.getScript('http://www.google.com/buzz/api/button.js');});}function
loadTweetMeme_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-tweetmeme-
547').remove();$(''.DD_TWEETMEME_AJAX_547').attr('width','50');$(''.DD_TWEETMEME_AJAX_547').attr('height','
url=http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-
press/&source=&style=normal&service=&service_api=');});}function loadDzone_547(){
jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-dzone-
547').remove();$(''.DD_DZONE_AJAX_547').attr('width','50');$(''.DD_DZONE_AJAX_547').attr('height','70');$(''.DD_D
url=http%3A%2F%2Fnicoco.la-provence.asia%2Fgoogle-presse-francaise-french-
press%2F&title=Google%20-
%20Presse%20fran%C3%A7aise%20%28French%20Press%29&t=1');});}function
loadGoogle1_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-google1-
547').remove();$.getScript('https://apis.google.com/js/plusone.js');});}function
loadDigg_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-digg-
547').remove();$(''.DD_DIGG_AJAX_547').attr('href','http://digg.com/submit?
url=http%3A%2F%2Fnicoco.la-provence.asia%2Fgoogle-presse-francaise-french-
press%2F&title=Google%20-
%20Presse%20fran%C3%A7aise%20%28French%20Press%29');$.getScript('http://widgets.digg.com/buttons.js');
});}function loadFBShareMe_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-
fbshareme-
547').remove();$(''.DD_FBSHAREME_AJAX_547').attr('width','53');$(''.DD_FBSHAREME_AJAX_547').attr('height','6
url=http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-press/&size=large');});
}function loadDelicious_547(){jQuery(document).ready(function($) { $(''.dd-delicious-
547').remove();$.getJSON('http://feeds.delicious.com/v2/json?urlinfo/data?
url=http://nicoco.la-provence.asia/google-presse-francaise-french-press/&callback=?
',function(data){var msg="";var count=0;if(data.length>0){count=
data[0].total_posts;if(count==0){msg='0';}else if(count==1){msg='1';}else{msg=
count;}else{msg='0';}$('#DD_DELICIOUS_AJAX_547').text(msg);});});}function
loadFlattr_547(){jQuery(document).ready(function($) {
$.getScript('http://api.flattr.com/js/0.6/load.js?mode=auto');});}function
loadPinterest_547(){jQuery(document).ready(function($) {
$.getScript('http://assets.pinterest.com/js/pinit.js');});}var dd_offset_from_content = 40;
var dd_top_offset_from_content = 0; Tagged with: copyright • droit d'auteur voisin •
French Press • google • la presse française • Laurent Joffrin • le chantage de Google
Pour partager cet article ... [...]
```

Lex Google, les chefs s'en mêlent | loKaliz.me le 27 octobre 2012 - 3:07

[...] abouti". C'est le sentiment de Fleur Pellerin sur la "Lex Google", ce projet de loi qui

vise à faire payer Google pour le référencement d'art...En marge de son déplacement aux États-Unis, la ministre de l'économie numérique aurait confié [...]

Google, ce grand méchant | FastNCurious – L'actu de la com par les étudiants du Celsa le 16 novembre 2012 - 8:01

*[...] OWNI Télérama Les Ecrans Partager :
Actualités Cnil Google Gouvernement IGP Presse 0 [...]*

Vers un droit des moteurs de recherche le 17 novembre 2012 - 11:00

[...] confrontations en confrontations, on observe donc aujourd'hui cette entreprise structurer et fédérer progressivement contre elle un lot d'intérêts communs qui pourraient mener à [...]